

DECHETS PLASTIQUES A PARAKOU: UNE MENACE POUR LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT

Plus de 500 à 1000 milliards de tonnes de sachets plastiques sont produits dans le monde chaque année, selon une enquête de Greenberry. C'est l'une des pollutions environnementales les plus avancées et les plus dangereuses de la planète.



À Parakou, la situation n'est pas non plus reluisante. Sachets en plastique, bidons de jus de fruits et d'eau minérale jetés ci et là, c'est le constat qui se dégage dans la 3^{ème} ville à statut particulier du Bénin.

L'une des causes de l'insalubrité à Parakou est l'insuffisance et le manque de proactivité des structures de précollecte d'ordures qui, selon les citoyens, manquent de moyens pour intervenir dans toutes les maisons. «A Parakou, il n'y a pas de système de récupération à travers la ville. Ce qui fait qu'après usage, les bidons en plastiques sont jetés n'importe où», a laissé entendre Dominique Tognisso, étudiant résidant à Parakou. Certains citoyens préfèrent brûler les déchets plastiques lorsque ceux-ci deviennent encombrants. C'est le cas de Latifah Bio vendeuse de jus qui, après usage de ses bidons, ne trouve d'autres solutions que de les brûler. «Je réutilise les bidons pour mon commerce, mais quand ce n'est plus bon, j'essaie de les brûler», a-t-elle déclaré. Toute chose qui n'est pas sans effets néfastes sur la santé et l'environnement. Blaise Ali, étudiant en géographie n'en dit d'ailleurs pas le contraire. «Quand on brûle les plastiques, ça pollue l'environnement et ça dégrade l'écosystème», a-t-il confié. «Parce-que même quand tu sens l'odeur issue de l'incinération des déchets plastiques, tu te rends compte

que les plastiques sont composés de produits nuisibles», a t-il ajouté.

L'incinération des déchets plastiques est l'une des causes du réchauffement climatique, ceci du fait des gaz à effet de serre qui sont émis lors de l'incinération de ces déchets plastiques, selon les experts en changement climatique.

Au regard des dangers que causent les déchets plastiques, Il est impératif que dirigeants et citoyens prennent conscience de la situation, pour agir en faveur de la protection de l'environnement. Ce qui passe par la mise en application des textes et lois qui régissent le cadre de vie.

Germain ALOZE

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT 2023: NAIROBI AU CŒUR DE LA CROISSANCE VERTE ET DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Du 4 au 6 septembre, Nairobi, la capitale du Kenya, sera le théâtre d'un événement environnemental d'envergure internationale : le Sommet Africain sur le Climat (ACS) et la Semaine Africaine du Climat.



Ces événements, co-organisés par la République du Kenya, la Commission de l'Union Africaine et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC),

rassembleront un éventail impressionnant de participants, notamment des chefs d'État et de gouvernement, des décideurs politiques, des représentants de la société civile, des acteurs du secteur privé, des institutions multilatérales, et des jeunes engagés, venus d'Afrique et d'ailleurs.

Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique :

Sous le thème »Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique pour l'Afrique et le Monde«, l'ACS vise à consolider l'action climatique mondiale autour du financement climatique et du développement positif pour le climat. L'Afrique cherche à affirmer sa position en matière de changement climatique et à mettre en avant son potentiel d'action climatique. Le sommet abordera des sujets essentiels tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les minéraux critiques, entre autres, afin de promouvoir la croissance verte et de susciter de nouveaux partenariats.

L'engagement du Kenya

La Secrétaire du Cabinet du Kenya pour l'environnement, le changement climatique et la foresterie, Hon Soipan Tuya, a exprimé l'honneur du Kenya d'accueillir ces événements majeurs. Elle a souligné que le Kenya jouera un rôle clé dans l'organisation de l'ACS et de la Semaine Africaine du Climat, guidé par son président, S.E. le Dr William Ruto, également président du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC). Elle a mis l'accent sur le rôle majeur que joue le sommet en fournissant une plate-forme pour façonner l'action climatique et les solutions de financement climatique pour l'Afrique.

Une jeunesse engagée dans l'action climatique

Le sommet accorde une importance particulière à la

participation des jeunes, reconnaissant leur rôle crucial dans la définition de l'avenir climatique. Avec près de 63 % de la population africaine âgée de moins de 25 ans, le potentiel des jeunes en tant qu'acteurs clés de l'action climatique est inestimable. Le sommet vise à les responsabiliser, à leur donner une voix et à les encourager à contribuer à un avenir durable.

Le sommet remet en question les vieux clivages entre le Nord et le Sud en mettant en avant l'interdépendance des défis mondiaux et la nécessité d'une responsabilité partagée. Cette approche collaborative favorise le dialogue entre les parties prenantes et souligne le potentiel de solutions qui tirent parti des forces et des ressources de toutes les régions.

Le changement climatique est un défi urgent qui nécessite une action mondiale concertée. Le Sommet Africain sur le Climat 2023 s'annonce comme un événement majeur pour façonner l'avenir de l'action climatique en Afrique et dans le monde.

Megan Valère SOSSOU

INCIVISME ESTUDIANTIN A L'UNIVERSITE D'ABOMEY – CALAVI: UN CRI D'ALARME POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

Des déchets jonchent les alentours des poubelles, témoignant du manque de considération pour la propreté des lieux. Plus

inquiétant encore, certains étudiants se livrent à des actes d'\\'exhibitionnisme en vidant leur vessie à proximité des salles de classe du MIRD, sans se soucier des regards indiscrets. Le constat est d'\\'autant plus frappant que les toilettes, soit inaccessibles en raison de fermetures inexpliquées, soit disponibles mais payantes, semblent pousser certains à aggraver la situation environnementale en refusant de payer les frais minimes de 25f pour y accéder.



Cette situation alarmante interpelle la communauté étudiante et les autorités universitaires à prendre des mesures concrètes pour sensibiliser les étudiants à l'\\'importance de l'\\'écocitoyenneté. Il est essentiel de rappeler que la propreté des espaces publics est une responsabilité partagée, et que le respect de l'\\'environnement est un devoir envers les générations futures.

Face à ce constat préoccupant, il est grand temps de promouvoir des initiatives de sensibilisation sur le campus afin de rappeler aux étudiants leur rôle crucial dans la préservation de l'\\'environnement. Des campagnes d'\\'information et d'\\'éducation sur l'\\'importance de la propreté, ainsi que des mesures incitatives pour encourager le respect des toilettes publiques, pourraient contribuer à inverser cette tendance inquiétante.

En tant que lieu dédié à l'\\'apprentissage, l'\\'Université d'\\'Abomey-Calavi se doit d'\\'être un exemple de civisme et d'\\'engagement pour un environnement plus propre et durable. Il est temps de prendre des mesures concrètes pour inverser cette situation et préserver notre campus comme un symbole de responsabilité environnementale pour les générations futures.

Alfreda Christiane AKOTEGNON

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT: LES PRINCIPAUX COORDINATEURS DU GROUPE DES NEGOCIATEURS AFRICAINS SE SONT CONCERTES AVANT LA RENCONTRE

En prévision du premier Sommet africain sur le climat (ACS), co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, les principaux coordinateurs du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN) se sont réunis à Nairobi. Pendant cette séance, ils ont discuté et pris des décisions sur les questions clés liées aux intérêts et aux attentes de l'Afrique pour la COP28.



Le Président du Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement climatique et les principaux coordinateurs

De Friday Phiri

L'ACS, le Sommet africain sur le climat, qui se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde », vise à marquer la force du continent africain et son poids dans les discussions à l'échelle mondiale et dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le G7, sans écartier, entre autres, les processus du G20 et la COP 28. Le Sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4 – 8 septembre 2023), un

événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap, afin d'atteindre les buts et objectifs de l'Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d'Afrique et d'ailleurs ; les partenaires de développement ; les organisations intergouvernementales ; le secteur privé; le milieu universitaire ; les organisations de la société civile ; les femmes et les jeunes pour concevoir et booster des actions et solutions pour le changement climatique en Afrique, en fournissant une plate-forme d'échange sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l'Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l'action climatique à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

Outre la position commune africaine sur les différents volets de négociation thématiques sur le climat, les principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, ont délibéré également sur la Déclaration de Nairobi, un document final clé attendu à la fin du sommet. S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la réunion, le Président du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, Ephraim Mwepya Shitima a exhorté les coordonnateurs principaux à continuer de jouer leur « rôle critique en tant que conseillers techniques auprès des décideurs politiques sur la participation efficace de l'Afrique aux négociations mondiales sur le climat en relation avec les réalités et aspirations de développement du continent». Et à cette occasion, Rose Mwebaza, la Directrice du bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'Afrique, a apprécié le rôle joué par le Groupe des Négociateurs africains, au fil des années dans la participation efficace de l'Afrique aux processus climatiques et a exhorté le groupe à rester concentré.

« Je suis particulièrement ravi d'être avec vous non

seulement dans mes nouvelles fonctions ici au PNUÉ, à la tête du Bureau Régional pour l'Afrique, mais aussi en tant que l'un de vous, ayant participé activement aux processus de négociation sur le changement climatique au cours des 20 dernières années », a déclaré Mwebaza. « Je pense que nous vivons une période passionnante alors que le continent se prépare à accueillir le premier Sommet africain sur le climat. En tant que négociateurs techniques, je vous exhorte à rester concentrés et à fournir les orientations nécessaires par rapport aux besoins de développement du continent ».

Opportunité pour l'Afrique

L'Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l'urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, l'Afrique dispose d'un immense potentiel en matière d'énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Alors que le continent fait déjà preuve d'une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en garantissant un financement climatique adapté aux besoins de l'Afrique. Ce qui correspond à ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d'électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d'électricité et seulement 20 % de la capacité totale de production d'électricité installée en Afrique. Alors que l'Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes d'énergie propre et de mobilité.

De même, l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur net de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité de changer le discours de l'Afrique sur le changement climatique pour en faire un programme de croissance en exploitant les opportunités qui existent pour la transformation économique. Cet agenda se concentrera sur 5 axes de croissance fondamentaux : transition énergétique / énergies renouvelables; minéraux verts et production; l'agriculture durable, l'utilisation des terres et de l'eau/océan ; infrastructures et urbanisation durable ; et le capital naturel soutenu par deux leviers transversaux importants (adaptation et résilience aux risques climatiques et finance climatique et crédits carbone).

Les résultats du Sommet viseront également à fournir une contribution et une orientation importante aux travaux en cours sur les réformes des institutions financières mondiales, afin de soutenir un tel programme de croissance avec des changements correspondants à leurs propres trajectoires.

LE BENIN ABRITERA DESORMAIS UN CENTRE DE RADIOTHERAPIE ET DE MEDECINE NUCLEAIRE

Le jeudi 13 juillet 2023, Son Excellence Mme Rony YEDIDIA-CLEIN, Ambassadrice d'Israël près le Bénin, accompagnée du Ministre de la Santé, Professeur Benjamin HOUNKPATIN, a effectué une visite au Centre Hospitalier International de

Calavi (CHIC), actuellement en cours d'achèvement.



Cette visite de haut niveau avait pour objectif d'évaluer l'avancement des travaux de construction du CHIC, en particulier des services de radiothérapie et de médecine nucléaire, qui marqueront un jalon historique pour le Bénin.

Le Bénin se prépare à accueillir, dans quelques mois, son premier centre de radiothérapie et de médecine nucléaire, une avancée majeure pour le pays dans le domaine de la santé. Ces services, intégrés au sein du Centre Hospitalier International de Calavi, joueront un rôle crucial dans l'amélioration de la prise en charge des patients atteints de cancer.

Ce projet ambitieux, baptisé « Les Rayons de l'espoir », est piloté par l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), dont le Bénin est membre. Grâce à la contribution de partenaires, dont l'État d'Israël, le pays a été sélectionné pour bénéficier de ces pôles de compétence sanitaires qui exploitent l'énergie atomique à des fins civiles.

Le Professeur Benjamin HOUNKPATIN a souligné l'importance de ce programme qui marque une étape cruciale dans l'avancement des soins médicaux au Bénin : « L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique a mis en place le projet « Les Rayons de l'espoir » pour soutenir les pays souhaitant développer un centre de radiothérapie et de médecine nucléaire. Ce projet est destiné à promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins médicales. »



Pour l'Ambassadrice d'Israël, cette visite est une occasion de témoigner du soutien de son pays à ce projet d'envergure : L'État d'Israël a apporté une contribution significative au projet « Les Rayons de

l'\\'espoir'\\'. Suite à la présentation de mes lettres de créance en tant que nouvelle Ambassadrice, il était important que je puisse constater de visu les résultats concrets issus des fonds investis par les contribuables israéliens dans le cadre de ce projet\\ », a-t-elle déclaré.

Le Centre Hospitalier International de Calavi se profile donc comme un symbole d'\\'espoir pour les patients atteints de cancer au Bénin. Cette initiative est le fruit d'\\'une collaboration étroite entre le Bénin, l'\\'Agence Internationale de l'\\'Énergie Atomique et l'\\'État d'\\'Israël, déterminés à offrir des soins de pointe et accessibles à tous. La réalisation prochaine de ce centre de radiothérapie et de médecine nucléaire marque une étape décisive dans le développement du secteur de la santé au Bénin et promet un avenir plus radieux pour les patients nécessitant des traitements de pointe.

Megan Valère SOSSOU

L'AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE: UNE VOIE RESPONSABLE POUR PRESERVER LA PLANÈTE

L'agriculture demeure le secteur d'activité le plus sollicité à l'échelle mondiale, étant l'activité économique la plus cruciale, compte tenu des besoins alimentaires quotidiens de la population mondiale. Toutefois, de nombreux paramètres de production nécessitent une révision pour assurer la durabilité des terres agricoles et garantir la santé environnementale. L'une de ces mesures essentielles est l'adoption de l'agriculture écologique, respectueuse

des normes environnementales et dédiée à la préservation de la santé de notre planète.



La modernisation de l'agriculture grâce à l'utilisation croissante de produits chimiques tels que les herbicides a entraîné une détérioration environnementale significative. Pour préserver l'intégrité environnementale, en particulier des terres agricoles en tant que patrimoine pour les générations futures, il est impératif de faire la transition vers une agriculture écologique. Contrairement à l'agriculture conventionnelle, l'agriculture écologique repose sur des méthodes naturelles et ne tolère pas l'utilisation de produits chimiques agricoles ou la déforestation pour des besoins agricoles.

Bertin Dègnon, un jeune entrepreneur engagé dans l'agriculture durable dans le Nord-Bénin, souligne que l'agriculture écologique protège la terre et exclut l'utilisation de produits chimiques et de désherbants. De plus, elle impose des exigences supplémentaires telles que la préservation d'un certain nombre de plantes sur chaque portion de terre cultivée.

Les acteurs engagés dans la protection de l'environnement, notamment les agriculteurs conscients des dangers potentiels de l'agriculture chimique, voient dans l'agriculture écologique une solution à la crise environnementale et sanitaire imminente. Les produits chimiques agricoles présentent en effet un risque élevé pour la santé, avec des conséquences graves que nous ne pouvons ignorer, comme l'illustre le cas du glyphosate, reconnu par le Centre International de Recherche sur le Cancer de l'OMS en tant que substance probablement cancérogène pour l'Homme.

Au lieu d'utiliser des engrais chimiques, il est possible de recourir à des débris organiques et végétaux comme fertilisants pour les terres agricoles. Des engrais

biologiques à base de matière fécale animale peuvent également être fabriqués. Des techniques avancées permettent aujourd'hui de créer des composés végétaux à partir de débris organiques et végétaux.

Il est impératif de mobiliser les organisations non gouvernementales, le gouvernement et tous les acteurs impliqués dans la protection de l'environnement pour rechercher des techniques modernes de production d'engrais biologiques. Ces techniques pourraient couvrir une grande partie de la production agricole, répondre aux besoins nationaux voire régionaux, et constituer une source de revenus. Actuellement, de nombreux agriculteurs se tournent vers les engrais chimiques par manque d'alternatives viables sur le marché.

Le pouvoir de l'information

Les agriculteurs ont besoin d'être informés des avantages de l'agriculture écologique et des dangers liés à l'usage excessif de produits chimiques. Il est crucial de mettre en place une politique de sensibilisation à long terme pour promouvoir un changement de mentalité. En Afrique, en particulier, où l'accent est souvent mis sur les gains économiques au détriment de la santé, cette sensibilisation est essentielle. Si des mesures ne sont pas rapidement prises pour contrer l'agriculture chimique, les terres agricoles se dessècheront et perdront leur fertilité, posant ainsi un risque considérable pour les générations futures.

Germain ALOZE

ATELIER CAMPAGNE IMET 2023 DES RESERVES DE BIOSPHERE L'EFFICACITE DE GESTION DE LA RESERVE DU MONO EVALUEE

L'étape d'évaluation de l'efficacité de gestion de la réserve de biosphère du Mono s'est achevée ce jeudi 20 juillet 2023. Pendant 72 heures plusieurs acteurs clés ont été réunis à Grand-Popo par le Projet Benkadi pour cet exercice dont la finalité est d'appuyer le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (Cenagref) pour actualiser des Plans d'Aménagement et de Gestions(Pag) des réserves du Mono et ensuite de la basse vallée de l'Ouémé en y intégrant les aspects changement climatique et genre avec une planification des activités sur les 10 années à venir.



Pour ce processus d'actualisation du Pag du Mono, la phase campagne Imet d'évaluation a réuni entre autres : des Maires, des cadres du cenagref, les Accb, le Maep, la Dgefc, le comité national Mab Unesco etc. En expliquant les radars issus de l'évaluation de la gestion antérieure du Pag de la réserve du Mono par l'outil IMET, le Professeur Aristide Téhou a déclaré: « On a le miroir de l'état de gestion de la réserve de biosphère du Mono et on peut apprécier les défis». Le travail de 72h qui s'est fait sur la gestion de cette réserve de 2016 à 2022 a présenté un cycle de gestion avec le premier diagramme qui accorde 63% au contexte, la planification affiche un taux de 42,6 montrant selon le professeur que, la déclinaison du plan de gestion présente des situations parcellaires. Il faut donc travailler à l'améliorer.

Les intrants affichent un très faible taux 13,3%. Et le commentaire qui en découle est que normalement il faut un

secrétariat permanent doté d'un budget annuel sécurisé pour la gestion. Selon le professeur Toussaint Lougbégnon, il faut des mesures de préconisations pour améliorer la gestion de la réserve.

Des potentiels existent qu'il faut exploiter, mais le taux de suivi et recherche sur la réserve qui est de 6,27% invite à une ouverture pour que les chercheurs permettent de disposer de plus de données fiables sur la réserve. Si le tourisme affiche un taux de 25,27%, ceci appelle une action des maires pour développer le tourisme afin d'en tirer meilleur profit. Le score de 52,9% que présente la protection/gestion fait constater que du travail se fait. La relation est à 31,4%, la gestion interne affiche 35% et le changement climatique et service écosystémique est au taux de 12%. Il en résulte qu'il y a très peu de suivi effectué, et très peu de travaux scientifiques, alors que c'est cela qui permet de prendre des décisions. Le rapport final présente un index de 38,18%.



Et la conclusion que tire le professeur Aristide Téhou est que si on travaille sur les maillons faibles on peut améliorer les scores. Mais l'inquiétude se situe au niveau du budget sécurisé qui est de zéro. Ce qui n'est pas bon. Il faut donc un secrétariat avec un budget sécurisé pour le développement de la réserve. Désormais aussi, toutes les actions, les investissements doivent être capitalisés.

Nouvelle vision

Après les commentaires sur les diagrammes, le Professeur Toussaint Lougbégnon a fait la restitution du diagnostic de gestion, de définition des objectifs de gestion et de planification des mesures de gestion de la réserve de biosphère du Mono. Cela a permis de projeter une vision pour le site à l'horizon 2033. La présentation du Professeur Toussaint Lougbégnon a été un rapport pour permettre de définir et valider la vision. Un atelier similaire démarre le

mercredi sur le Plan d'Aménagement et de Gestions(Pag) de la réserve de la basse vallée de l'Ouémé.

Cell /Com Benkadi

Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO : Trésors inattendus de biodiversité dans le monde

[Une récente étude](#) conjointe de l'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) et de l'[UICN](#) (l'Union internationale pour la conservation de la nature) a révélé un fait saisissant : les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui couvrent à peine 1% de la surface terrestre, hébergent plus de 20% de toutes les espèces connues sur notre planète.



Cette découverte renforce l'importance cruciale de la préservation de ces «points chauds» de la biodiversité pour atteindre les objectifs du Cadre Mondial pour la Biodiversité Kunming-Montréal (CMB).

Au cœur de cette révélation réside un message clair : les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui comptent actuellement 1 157 sites à travers le monde, ne sont pas simplement des trésors du patrimoine culturel et historique. Ce sont aussi des havres de vie exceptionnels, qui jouent un rôle vital dans la conservation de la diversité biologique de la Terre, dans le maintien des services écosystémiques

essentiels et dans la lutte contre le changement climatique.

Selon Audrey Azoulay, la Directrice générale de l'UNESCO, « Cette étude témoigne de l'importance des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO pour la protection de la biodiversité. Ces 1 157 sites ne sont pas seulement exceptionnels sur les plans historique et culturel, ils sont également essentiels à la préservation de la diversité de la vie sur Terre, au maintien des services écosystémiques vitaux et à la lutte contre le dérèglement climatique. »

Parmi les 20% de la richesse mondiale en espèces cartographiées, on compte plus de 75 000 espèces de plantes, y compris des arbres majestueux qui sont les gardiens de nos forêts ancestrales. De plus, ces sites hébergent plus de 30 000 espèces de mammifères, d'oiseaux, de poissons, de reptiles et d'amphibiens, formant ainsi une mosaïque incroyable de vie sur Terre.

Cette étude souligne l'importance capitale des Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO dans la préservation de la biodiversité mondiale. Ces sites offrent un refuge essentiel à de nombreuses espèces menacées d'extinction, et leur préservation est un impératif si l'on veut inverser la tendance alarmante de la perte de biodiversité que nous observons à l'échelle mondiale.

En réponse à ces découvertes, l'UNESCO appelle instamment les 195 États parties à la Convention du Patrimoine Mondial à intensifier leurs efforts de conservation pour ces sites exceptionnels. De plus, l'organisation encourage les nations à proposer l'inscription au Patrimoine Mondial d'autres zones cruciales pour la conservation de la biodiversité, afin d'élargir le réseau de protection de la nature dans le monde.

Les enjeux sont clairs : la préservation de ces joyaux de la biodiversité est non seulement une responsabilité collective,

mais aussi une nécessité pour garantir un avenir durable à notre planète. Les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO sont bien plus que des monuments historiques ou culturels, ce sont des piliers fondamentaux de la vie sur Terre, méritant notre attention et notre engagement pour les générations futures. Leur protection n'est pas seulement une affaire d'histoire, mais aussi une affaire de survie pour la biodiversité mondiale et notre propre bien-être.

Megan Valère SOSSOU

Découverte de lithium au Bénin : Distorsion politique ou véritable opportunité à saisir ?

Des échos résonnent depuis plusieurs années sur la découverte de lithium au Bénin, et la récente annonce de gisements dans la commune de Tchaourou, au nord du Bénin, ne fait pas exception. Alors que certains experts du secteur minier sont empreints d'enthousiasme face à cette nouvelle, d'autres se montrent plus sceptiques, soulevant des interrogations quant à l'impact environnemental et social de cette perspective. Pendant que Roger Masso SOUROGOU, Directeur départemental de l'eau et des mines du Borgou, se montrait catégorique sur la découverte de lithium, l'expert géologue sénior, Désiré GANGNON, a exprimé des réserves quant à la manière dont cette annonce a été présentée.



En effet, selon les déclarations de Roger Masso SOUROGOU, les

gisements de lithium découverts à Tchaourou sont en quantité suffisante et les premiers résultats sont concluants. Cette déclaration a été présentée comme une opportunité exceptionnelle pour le Bénin, susceptible de propulser le pays sur la scène mondiale en tant que fournisseur de cette ressource stratégique.

Cependant, l'expert géologue Désiré GANGNON soulève des questions importantes sur les bases de données d'exploration utilisées pour faire cette déclaration. Il met en garde contre le risque de se laisser emporter par des considérations politiques et rappelle l'exemple du pétrole dans le passé, où des annonces prématurées ont créé des attentes démesurées et finalement déçues.

Il souligne que la découverte d'un véritable gisement minier nécessite un processus rigoureux d'exploration, impliquant des compétences diverses en géologie et des forages approfondis pour évaluer avec précision la teneur et la taille des ressources. Les exemples du Mali et du Ghana sont cités pour illustrer des projets de lithium bien avancés dans la sous-région, avec des mises à jour régulières des estimations des ressources et des plans concrets de construction de mines.

Dès lors, il est crucial selon l'expert de faire la distinction entre un simple indice minéral et un véritable gisement économiquement viable. Les retombées sociales, économiques et environnementales d'une telle découverte sont énormes, et les annonces prématurées peuvent entraîner des attentes irréalistes et des déceptions potentielles pour la population a-t-il poursuivi.

Désiré GANGNON suggère que les autorités béninoises mènent des études approfondies, basées sur des données scientifiques vérifiables, avant de faire des déclarations publiques sur la découverte de gisements miniers. A l'en croire, la transparence et la rigueur scientifique sont nécessaires pour bâtir la crédibilité du Bénin dans le secteur minier et

attirer des investissements étrangers sérieux.

Du Lithium au Bénin ? Ce n'est pas une première fois

Avant Tchaourou, le ministère de l'Eau et des Mines avait déjà annoncé la découverte du lithium dans le département du Plateau, plus précisément à Kétou, ainsi qu'à Ségbana, dans le département de l'Alibori.



Une ressource minière dont les études sont effectuées dans la commune de Ségbana à Lougou, à environ 60 km du village Gbassé dans l'Alibori. Selon des informations renseignées sur [le site officiel du ministère](#), une reconnaissance géologique a été menée par la Direction Générale des Mines (DG-Mines) et l'Office Béninois de Recherche Géologiques et Minières (OBRGM) sur une superficie de 16 km² à la maille 500 m x 500 m. Des prélèvements de 77 échantillons ont été réalisés et les analyses de laboratoire ont révélé des teneurs en lithium allant de 0,0024 à 43 ppm.

Le lithium est une ressource rare et stratégique, le gouvernement souhaite explorer le potentiel de ces gisements pour attirer des investisseurs étrangers intéressés par cette matière première essentielle.

Selon Samou Adambi, Ministre de l'Eau et des Mines, des investisseurs étrangers sont déjà prêts à investir dans ces gisements, et l'État béninois travaille activement pour établir le périmètre global des ressources minérales. Des partenaires européens et américains se montrent particulièrement intéressés.

Une approche innovante pour l'exploitation du lithium au Bénin

Cependant, le Bénin ne souhaite pas exploiter de manière brute ses ressources minières. Samou Adambi déclare que le pays a

une vision à long terme pour cette ressource. L'objectif est de créer une chaîne de valeur intégrée, du lithium brut à la fabrication de produits finis au Bénin. Par exemple, si l'on veut produire des batteries avec le lithium béninois, ces batteries seront fabriquées sur le territoire national a-t-il soutenu.

Une décision qui illustre la volonté du Bénin de tirer pleinement parti de ses ressources et de favoriser le développement d'une industrie locale autour du lithium.

De sources bien informées, la découverte du lithium au Bénin est une réalité, cependant certains acteurs politico-administratifs pour des visées purement politiques commencent à en faire une propagande démesurée moins avantageuse pour le Bénin.

Si le potentiel en lithium du Bénin se concrétise davantage, cela pourrait non seulement stimuler l'économie nationale mais aussi renforcer la position du pays sur la scène internationale en tant que fournisseur clé de cette ressource précieuse.

Il convient de rappeler que le lithium est un composant essentiel utilisé dans la fabrication de batteries pour les véhicules électriques, le stockage d'énergie, les téléphones, les ordinateurs portables, les drones, et bien plus encore. Sa demande mondiale est en augmentation constante, car il est considéré comme un élément clé de la transition énergétique vers des sources d'énergie plus propres et durables.

Megan Valère SOSSOU

Les OSC du Bénin s'unissent et s'outillent pour la promotion des énergies renouvelables



Il y a plus d'une dizaine d'années qu'il intervient dans le domaine de la protection de l'environnement au sein de la société civile au Bénin. Si Mawusé HOUNTONDJI, Directeur Exécutif de Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin a une leçon à partager avec ses pairs, c'est qu'il faut s'unir pour mieux impacter. A travers son organisation, JVE Bénin ONG, il a su imprimer cette marque en mettant en place avec quatre autres organisations, le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) dont il est le point focal au Bénin.

Comme Mawusé, Christian HOUNKANNOU du mouvement 350.Africa.org estime aussi qu'il urge de mettre ensemble toutes les compétences acquises individuellement pour des impacts significatifs. Car seul on va vite mais ensemble on va loin a-t-il renchérit.

Ainsi, face aux divers problèmes liés à l'accès à l'énergie, ces organisations sont appelées à entreprendre des actions concrètes pour promouvoir les énergies renouvelables au Bénin, en particulier à travers des plaidoyers. Cependant, Mawusé HOUNTONDJI souligne qu'il est important de comprendre précisément de quoi il est question avant de mener ces plaidoyers.

C'est pourquoi en organisant l'atelier de renforcement de capacités des organisations de la société civile (OSC) sur les énergies renouvelables à Abomey-Calavi ce vendredi 2 juin

2023, l'ONG Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin en collaboration avec le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) et l'organisation 350Africa.org ont outillé une vingtaine d'acteurs de la société civile.



« Nous avons voulu bâtir sur l'existant : le RODER afin d'accompagner les initiatives pour véritablement promouvoir les énergies renouvelables et beaucoup plus trouver des solutions aux changements climatiques », a déclaré Christian HOUNKANNOU.

Les participants à l'atelier ont eu l'occasion de prendre connaissance des activités menées par le RODER et le mouvement 350Africa.org dans le domaine des énergies renouvelables au Bénin. À noter qu'une feuille de route a été proposée à la suite des échanges, et elle sera soumise à l'appréciation des parties prenantes concernant l'évolution des énergies renouvelables au Bénin.

Selon Mawusé HOUNTONDJI, cette feuille de route, qui énonce un certain nombre d'actions à mettre en œuvre, permettra aux OSC d'être mieux informées et d'aider les pouvoirs publics. Hubert AGOSSOU, Directeur des Énergies Renouvelables de la Maîtrise et de l'efficacité Énergétique, qui représentait les autorités publiques lors de cet atelier, a rappelé que la volonté politique d'utiliser massivement les énergies renouvelables au Bénin a été marquée par l'adoption de la politique de développement de l'électrification hors réseau. Il reste convaincu que la valorisation des énergies renouvelables contribuera à accélérer l'accès aux services énergétiques modernes pour la population.

Les acteurs de la société civile ayant participé à cette rencontre, désormais mieux préparés, ont réaffirmé leur volonté et leur engagement à œuvrer en faveur du développement des énergies renouvelables. Une preuve que l'union fait la

force.

Megan Valère SOSSOU